

## CSA R SCA du 10 octobre 2024

Monsieur le Directeur, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour discuter de l'avenir du Service du Commissariat des Armées (SCA), à la lumière du rapport de la Cour des comptes et de la feuille de route « Ambition SCA 2030 ». Ces deux documents nous permettent de prendre la mesure des réformes passées, présentes et futures qui impactent directement les agents du SCA, et plus largement, les personnels qu'ils soutiennent au quotidien.

Tout d'abord, il convient de souligner que nous partageons l'ambition affichée dans les deux documents de renforcer les capacités du SCA pour répondre aux nouveaux défis, en particulier ceux liés aux engagements de haute intensité. L'objectif de renforcement de la proximité avec les soutenus et de modernisation des services est, en théorie, un pas dans la bonne direction.

Cependant, nous ne pouvons ignorer un élément clé mis en avant par la Cour des comptes : les moyens actuels ne sont pas à la hauteur des ambitions. La réduction des effectifs au fil des années, combinée à une externalisation croissante des fonctions essentielles telles que la restauration et l'habillement, a généré une forte dégradation des conditions de travail pour nos collègues du SCA. À titre d'exemple, les suppressions de postes et le recours accru aux prestataires privés dans ces domaines ne sont pas sans conséquence sur la qualité des prestations délivrées et sur la charge de travail des agents restants.

Le rapport de la Cour des comptes met en lumière les conséquences néfastes de l'externalisation. Ce modèle, loin d'améliorer les services, contribue à un désengagement de l'État dans des missions essentielles du soutien militaire. L'expérience montre que l'externalisation des restaurants militaires ou la gestion de la chaîne habillement, loin de simplifier les processus, a souvent conduit à des dégradations de service, tout en fragilisant la gestion des personnels militaires et civils. Le manque de stocks et les failles dans la logistique de l'habillement en sont des exemples probants.

Par ailleurs, l'introduction d'outils numériques et la digitalisation des services, bien que nécessaires à la modernisation, doivent être accompagnées de moyens humains adaptés. Or, la feuille de route 2030 prévoit de nouvelles fonctions sans pour autant augmenter les ressources humaines en proportion. Il est donc essentiel que la transition numérique ne se fasse pas au détriment des agents, qui déjà, subissent des charges de travail accrues sans les moyens adéquats.

Si nous partageons l'ambition du « SCA 2030 », nous alertons sur la disparité entre les objectifs fixés et les moyens alloués. Pour répondre à l'hypothèse d'engagement majeur et aux nouvelles priorités stratégiques, il est indispensable que les moyens humains, matériels et financiers suivent.

**La suppression annoncée de 1000 postes pour 2025 nous laisse présager un avenir compliqué pour le SCA et ses personnels.**

L'ambition de durcir la posture militaire du SCA et de le préparer à des engagements de haute intensité, comme mentionné dans la feuille de route, ne pourra être atteinte sans une augmentation substantielle des effectifs et un rééquilibrage en faveur des personnels civils et militaires du SCA. Il est inconcevable que cette ambition repose sur un modèle d'externalisation, qui fragilise non seulement les emplois, mais également la qualité des soutiens apportés aux armées. Les réductions budgétaires et la rationalisation des effectifs, constatées dans le rapport de la Cour des comptes, ne doivent plus être la norme.

En conclusion, la **CGT** réaffirme son soutien aux objectifs de modernisation du SCA, mais nous demandons que les moyens humains et financiers nécessaires soient mis en œuvre pour garantir la qualité du service et la sauvegarde des conditions de travail des agents.

- Nous exigeons un moratoire sur les externalisations, **(et notamment sur l'appel d'offre européen fait par l'EDA pour les rations de combat)** et une révision des choix budgétaires, afin que le SCA puisse garantir un soutien de proximité efficace, sans déléguer ses responsabilités à des prestataires extérieurs.
- Nous demandons une augmentation des effectifs, notamment dans les secteurs sous tension, pour garantir que le SCA puisse accomplir ses missions de manière sereine et efficace.
- Enfin, nous soulignons l'importance de construire une politique RH ambitieuse, qui permette de fidéliser les personnels et de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain.

**Pour exemple, la mise en place de la PSC dès 2025 ne doit se faire aux détriments des ayants droits et des enfants des agents du SCA.**

Nous serons vigilants quant à la mise en œuvre des réformes futures et continuerons à défendre les intérêts des agents du SCA, garants du bon fonctionnement des soutiens aux armées.

